

## Recherche économique

### **RECUEIL DES DOCUMENTS DU CEVISE**

**sur les perspectives d'évolution  
de l'ensemble des marchés agricoles ...**

***(2 lettres + 4 annexes)***

**au 11 janvier 2007**

**A) Lettre CEVISE du 9/11/06** à tous ses adhérents, administrateurs et financeurs :

Objet : *Recherche économique*

M.....

Beaucoup de viticulteurs s'interrogent actuellement sur l'avenir de leur exploitation, de leur patrimoine... Ils essaient donc de voir clair dans les chiffres qui circulent sur les primes d'arrachage, les pré-retraites, le foncier... Il semble donc utile de signaler que :

1) En dehors de nos filières de productions agricoles méditerranéennes, une question est aujourd'hui posée, par des experts français sérieux, au niveau mondial :

**Les productions agricoles mondiales ne vont-elles pas connaître une flambée des prix durable, comme les autres matières premières ? (pétrole, fer, cuivre, nickel,... ou poissons).**

Sur la note jointe (devenue "*annexe IV au courrier du 21/12/06*") j'ai rassemblé quelques éléments sur les évolutions prévisibles de l'Offre, de la Demande, des Marchés..., et sur les experts en question.

2) Notre filière viticole devrait se sentir concernée par cette "probabilité", pour 3 raisons :

a) La ressource dont l'extensibilité à **moyen terme** semble mise en cause est la "surface agricole utile", c'est-à-dire **la terre** (*où qu'elle soit, et quoiqu'elle porte actuellement*).

b) Une flambée vraiment durable des prix sur les grains, les huiles, les sucres... **pourrait** libérer à terme (à un niveau ou un autre) les modestes marges budgétaires qui ont toujours été refusés, au niveau européen, aux productions agricoles méditerranéennes.

Or, certains économistes estiment que cette flambée a **déjà commencé**. Qu'elle a simplement été partiellement masquée par une année 2004 exceptionnelle...

La période budgétaire 2007-2013 (*celle des prochains "contrats de projets", du "FEADER", d'une nouvelle OCM-VINS*) pourrait-t-elle donc être concernée ? (alors qu'on pouvait penser jusqu'à présent que c'était plutôt "à partir de 2013", sur le "long terme", donc).

c) Même directement sur le marché mondial du vin, un renversement est possible:

➤ l'excédent **structurel** (*moyen*) n'est que de 8 à 10 Millions d'HI/an...

➤ et des économistes "privés" (Vertumne, Impact, ...) estiment que la consommation mondiale de vin est, **depuis 8 ans**, sur une pente de + 6 Millions d'HI/an...

*"un redressement prochain des prix du vin à la production peut se concevoir", en concluaient-ils, dès février 2006 (toujours au niveau mondial, s'entend).*

Pour chacun, le problème est donc : **à quelles prévisions se fier ?**

En matière de prévisions **écrites** à moyen terme sur la viticulture, c'est très simple :

⇒ C'est encore aujourd'hui le **vide quasi-absolu** (*malgré des planifications jusqu'en 2013*),

⇒ J'ai proposé (*sous forme de 4 "documents martyrs"*) une base de travail concrète, pour des prévisions à 5 ans : sans aucune avancée significative depuis 6 mois.

⇒ La seule "tendance" est donnée par la Commission, dans sa proposition de nouvelle OCM-VINS :

➤ sur la base d'une analyse très contestable des années passées,

➤ avec des références peu probantes en matière de prévisions viticoles européennes :

- 1994 : un "pessimisme arracheur à l'horizon 99" qui s'est avéré gravement infondé,

- 1999 : un "optimisme libérateur" qui a mené l'Europe viticole où elle en est...

(cela a été la "politique à contretemps", décrite début 2000 par le "groupe des 15"...).

Si l'on ne veut pas continuer de rater les virages les uns après les autres, il faut investir un minimum (*et de préférence à bon escient*) dans la **recherche économique**.

Cette recherche économique n'a rien de complexe. Nul n'est besoin d'être "expert" : face aux éléments a priori étonnants énumérés sur l'annexe IV, ou contenus dans le rapport Vertumne, il suffit de :

- 1) Faire valider la présentation de ces éléments par leurs sources premières : messieurs CHALMIN, LOPEZ et COSTES. (Pour VERTUMNE, c'est déjà fait).
- 2) Recueillir tranquillement toutes les dénégations verbales de ces éléments...
- 3) Demander aux "dénégateurs verbaux" les noms des 2 ou 3 experts (*de préférence de langue française et ayant des références correctes*) qui :
  - contestent tel ou tel élément précis, dans un écrit... signé...
  - **et daté de cette fin 2006** (*alors que les débats sur le réchauffement de la Terre, les ressources de la Mer, et la croissance "hors Occident", ont singulièrement évolué...*).
- 4) Relancer et insister pour avoir une réponse. (*En attendant : accorder a priori plus de crédit à ce qui est écrit et validé, qu'à ce qui est seulement verbal*).
- 5) Si des dénégations écrites et d'actualité arrivent :
  - Obliger les nombreux économistes de la filière à enfin travailler ensemble, pour approfondir les questions, et dégager le maximum de consensus...
  - Faire trancher les "différents résiduels" par un "jury" (*composé non pas de "citoyens tirés au sort", mais de "hauts responsables professionnels volontaires"*).
- 6) Soumettre ces conclusions à "la base", et aux "interlocuteurs" (*administratifs et politiques*), pour arriver à l'indispensable "**diagnostic partagé**".
- 7) Commencer à rechercher des solutions aux problèmes ainsi consensuellement identifiés...

NB : Cette procédure est exactement ce que la filière viticole française **ne fait plus** depuis 10 ans.

Si les Professionnels laissent dire "tout et son contraire", n'exigent pas des écrits, ne font pas le tri (*sur la base des références des uns et des autres*) il ne se passe rien. Et des interrogations aussi fortes que celles posées par la note jointe, ou par le rapport Vertumne, restent au niveau du "café du commerce"... et des "initiés" (*dont certains semblent continuer d'investir dans la filière viticole...*).

**L'avenir, ça se prépare.** Exemple : un réseau d'irrigation peut représenter 10 années d'études, de dossiers, de démarches et de travaux, avant que l'eau ne coule... Mieux vaut donc essayer de prévenir les besoins et solutions de l'avenir, c'est-à-dire faire de la **recherche** (*l'Australie veut y investir 136 Millions d'€/an... pour une production viticole très inférieure en volume à celle du seul Languedoc !*).

Etant toujours à votre disposition, je vous prie d'agréer l'expression de mes meilleures salutations.

**Le directeur,**

**Pierre LECLERC**

**B) Lettre CEVISE du 21/12/06** à tous ses adhérents, administrateurs et financeurs :

Objet : Recherches... en bonne voie.

M.....

Par une précédente longue lettre (en novembre) j'ai attiré votre attention sur le fait que :

- D'après certains experts, un retournement historique de tendance serait **déjà en cours**, au niveau mondial, sur **l'ensemble des produits agricoles**,
- Le seul moyen de le vérifier est de développer une **recherche** ne se limitant pas à la "technique" mais travaillant aussi **l'économique**, avec des moyens peu coûteux.

Six semaines après, les premiers éléments trouvés confirment des prévisions "optimistes" pour l'avenir de l'agriculture :

**1) Sur le fond du sujet :**

- 2 voix incontestables viennent de confirmer un renversement total de situation, pour la France, **du côté des surfaces** agricoles disponibles, du fait des bio-carburants (*cf. annexe I...*).
- Le patron de Nutrixo-Grands Moulins de Paris, Hubert François, a déclaré (à la Presse !) : *"on assiste à un véritable **tsunami du blé...** Et tout laisse à penser que **cela se reproduira.** Une époque tout-à-fait nouvelle a commencé et **peu de gens, à vrai dire, s'en sont aperçu**".*
- 4 besoins forts viennent s'ajouter aux "préoccupations écologiques et environnementales", pour **limiter l'éventuelle "reconquête de terres agricoles sur les forêts"**, dans les pays où le réchauffement de la planète est un avantage (*cf. annexe III...*).
- Le niveau élevé des prix des céréales, oléagineux, protéagineux, sucres... perdure en cette fin 2006, alors que toutes les récoltes sont aujourd'hui bien évaluées. Ceci prouve que :
  - Les récoltes records de 2004 n'auront calmé les prix que pendant moins de 2 ans...
  - Les récoltes 2006 sont jugées "un peu justes" par les marchés mondiaux.
- La revue "Chambres d'Agriculture" rapporte (*avec un recul évident, voir II.3...*) que : *"des équipes de recherches des **Universités américaines** ou des cabinets prestigieux... nous promettent des "lendemain qui chantent" et un marché céréalier qui se redresse vigoureusement dans les années à venir".*
- 2 des 3 experts cités dans mon "résumé de novembre" ont bien voulu m'autoriser, par écrit, à lever les réserves qui concluaient ce résumé (*version donc actualisée en annexe IV...*).

## II) Sur la recherche d'avis contraires :

- II.1) Sur la centaine de destinataires de mon courrier de novembre (*dont une vingtaine "d'experts"*) aucun n'a pris la peine de faire d'objections, même oralement, à ce jour...
- II.2) Nos propres recherches n'ont permis de trouver à ce jour qu'**1 seul** avis contraire :
- Encore s'agit-il du seul **très court terme**, et d'une **baisse très limitée**, par rapport à la flambée de 2006 : *"sur 2007 : - 5 % sur produits agricoles"*.
  - Et cela émane de *"the economist"*, journal libéral britannique qui s'était illustré, en 1999, en titrant sa "une" sur des perspectives pétrolières à 5 dollars le baril !
- II.3) Certaines réactions semblent prouver qu'il ne faut compter ni sur les principaux intéressés, ni sur leurs soutiens, pour **communiquer** sur des prévisions optimistes :  
En effet, les "grandes cultures" étant déjà, de très loin, les plus aidées par la PAC (*au moins jusqu'en 2013... sinon plus, avec l'échec des négociations de l'OMC*) comment reconnaître volontiers que ces marchés peuvent, en plus, durablement flamber ? !  
Il reste donc les filières peu aidées et donc en crises régulières (*fruits, légumes, vins*) pour **expertiser l'espoir** de *"sortie de crise par aspiration par les autres filières"*.  
Avec un rôle particulier pour la filière vins, directement concernée par le problème immédiat des bio-carburants (*cf. annexe I...*). En effet, à partir du moment où ce que notre filière appelle elle-même méprisamment "la destruction" deviendrait une *"impérieuse obligation pour l'environnement"*... rien ne serait plus comme avant.

- III) **En conclusion provisoire**, les hypothèses prometteuses "d'aspiration" me semblent suffisamment étayées pour penser, en cette période de crise viticole aiguë, que :  
Jusqu'en juin 2007 (*mois où la plupart des vignobles de notre bassin devront se positionner sur les primes d'arrachage, cf. annexe II...*) il serait prudent que les recherches s'intensifient sur :
- a) Les productions susceptibles de nous "aspirer" vers une sortie de crise "définitive",
  - b) La croissance de la consommation mondiale de vins :  
+ 1 Million d'HL/an seulement..., ou + 6, depuis 8/10 ans ?! (*cf. courrier de novembre...*).
  - c) La hauteur de l'excédent viticole mondial : 5 millions d'hl seulement/an, ou "50" ? !  
(*Comment tolérer les 2 discordances ci-dessus, qui portent sur la simple lecture du passé ?*).

De précédents travaux en groupe (*comme le "groupe des 15", ou le "groupe ONIVINS 95"*) ont amplement prouvé leur efficacité en matière de prévisions à moyen terme par rapport aux travaux de Bruxelles ou de cabinets privés... Il serait donc sans doute souhaitable de soutenir ce type de recherche, pour éclairer les choix stratégiques (quelquefois douloureux) des entreprises et des organismes.

Etant, avec Thierry LOUCHON, à votre disposition sur ces sujets, nous vous prions d'agréer l'expression de nos meilleures salutations.

**Le directeur,**

**Pierre LECLERC**

## Annexe I au courrier CEVISE du 21 décembre 2006

- **"2 voix incontestables** viennent de confirmer un renversement total de situation, pour la France, en matière de surfaces agricoles disponibles, du fait des bio-carburants".

**1<sup>ère</sup> voix** : "AGRESTE", c'est-à-dire le SCEES (*service central des enquêtes et études statistiques du Ministère de l'Agriculture, une "mine d'or" en matière d'informations fiables*) :

Se basant sur des travaux de l'INRA, le SCEES vient de publier 4 pages montrant que, rien que pour la France, les seules cultures de colza pour bio-carburants :

- vont devoir amputer de 700.000 ha (en plus des jachères) les 17 millions d'ha de terres arables **aujourd'hui utilisées** pour des productions alimentaires (soit – 4%)
- d'ici 2010, c'est-à-dire **d'ici seulement 4 ans !**
- pour satisfaire **seulement** l'objectif européen **minimum** de 5,75 % d'incorporation de "carburants végétaux" (*alors que la France veut s'imposer 7 %, dès 2010 aussi...*).

**2<sup>ème</sup> voix** : Dominique BUSSEREAU, notre Ministre, devant les "assises de l'agriculture":

il a confirmé les calculs du SCEES en déclarant que, pour satisfaire cet objectif français de 7 % de biocarburants, il faudrait prendre à la fois : les jachères et **1 million d'ha de plus (soit 6 % des terres arables de la France entière hors jachères)** dès 2010.

Certes, il a assuré, que ce million d'ha serait "*pris sur les cultures destinées aux exportations, qui seront limitées à l'avenir en raison des engagements pris par l'Union Européenne en la matière*". A priori, cela fait très "bon élève de l'OMC", très "on va arrêter de plomber l'agriculture du Tiers Monde avec nos exportations subventionnées"...). Le problème, c'est que ce "changement de cap" arriverait à contre-temps : on voit donc mal comment les agriculteurs voudraient diminuer leurs productions alimentaires... pile au moment où elles deviennent enfin rentables sans aides, et correspondent à une demande du marché solvable !

Bien sûr, on peut imaginer que la culture de colza énergétique soit hyper-subsventionnée, ou rendue obligatoire (*pour continuer à toucher les aides/ha, par exemple...*).

Mais avant d'en arriver à de telles extrémités, la filière viticole aura peut-être fait valoir que :

- 1) La viticulture produit, elle aussi, des bio-carburants ... qui ont d'ailleurs un "bilan énergétique" bien meilleur que les cultures où il faut brûler, exprès, de 0,5 à 0,8 litre (selon les modes de calcul) de carburant "sale", pour produire 1 litre de carburant "propre" (*sans compter les nitrates et pesticides épandus également "exprès"*).
- 2) Les stocks européens d'alcools viniques (*présentés comme "gigantesques"*) ne sont qu'une "goutte d'eau" face aux **obligations** des accords de KYOTO en matière de bio-carburants.
- 3) La production de bio-carburants à partir de la "bio-masse" (*déchets forestiers, ...*) n'est pas encore prête, techniquement, à satisfaire aux impératifs de KYOTO.

### ■ **Sur l'intérêt que la filière vins doit porter aux bio-carburants :**

"Le Monde" a ouvert son édition du 5/12 à Philippe CHALMIN (*cf. annexe IV\*...*) :

- "*Aux USA, le débat fait rage sur Food against Fuel*" : les producteurs de bétail protestant contre l'augmentation de 75 % du prix du maïs à cause de sa distillation pour bio-carburant.
- "*Dans le courant du XXI<sup>ème</sup> siècle se terminera l'âge du pétrole. Plus que celui de l'atome ou de l'éolien, nous entrerons alors dans l'âge de l'éthanol et des biocarburants*".

## Annexe II au courrier CEVISE du 21 décembre 2006

*Positionnement des différents vignobles du bassin Rhône-Provence sur les **primes d'arrachage** :*

- 1) Dans le bassin Rhône-Provence, les primes d'arrachage de vignes n'ont, pour l'instant été demandées et **obtenues pour toutes les catégories de vignobles** (VDT + VDP + AOC) que par le "**Gard Rhodanien**" (Zone des Côtes du Rhône gardoises et des Costières de Nîmes).
- 2) Cette position languedocienne n'a, pour l'instant, "débordé" que sur les vignobles situés immédiatement de l'autre côté du Rhône :
  - Camargue (*à l'intention d'1 exploitation bien particulière*).
  - Côtes du Rhône (*pour un impact assez limité, hors terrains à bâtir et "à golfer"*).
  - Tricastin (*AOC la plus dépendante, à plusieurs niveaux, des Côtes du Rhône*).
- 3) **Tout le reste du bassin Rhône-Provence, de l'Ardèche au Var, dispose de 6 mois** (fin juin 2007) pour demander (ou non) l'introduction des primes d'arrachage actuelles sur l'aire de tel VDP, de telle AOC, ou de tel "sous-bassin" (département, ...).  
La décision sera prise, comme chaque année, en juillet, pour la campagne suivante (2007/2008 en l'occurrence).

### **Rappel historique :**

Lors de la précédente vague d'arrachage dans les aires d'AOC (de 88 à 96) il y avait déjà eu un clivage très net sur les primes d'arrachage entre : la "zone CEVISE", et le "reste de la France".  
En sera-t-il de même à l'avenir ?  
Cela dépendra des recherches menées (ou non) sur les possibilités de "sortie de crise"...

---

## Annexe III au courrier CEVISE du 21 décembre 2006

*"4 besoins forts viennent s'ajouter aux préoccupations écologiques et environnementales, pour limiter l'éventuelle reconquête de terres agricoles sur les forêts, dans les pays où le réchauffement de la planète est un avantage" :*

1. La forte croissance sur l'ensemble du monde entraîne des **besoins croissants et durables de bois**, pour la **construction** et pour **l'ameublement**.
2. La flambée des matières premières "alternatives au bois" dans la construction et dans l'ameublement (*fer, aciers, aluminium, stratifiés,...*) renforce ces 2 demandes de bois, pour construction et pour ameublement.
3. Le renchérissement des différentes énergies pour le chauffage domestique entraîne un **net développement du bois de chauffage**, pour des raisons **économiques**.
4. Le bois de chauffage se développe aussi pour des raisons **environnementales** (*bilan positif en matière de CO2...*).

Ces 4 besoins forts **convergent sur la nécessité de maintenir** (à tout le moins) **le potentiel actuel de la forêt mondiale**, au lieu de le réduire au profit de l'agriculture.

## PERSPECTIVES DES MARCHES AGRICOLES AU NIVEAU MONDIAL :

| OFFRE  | DEMANDE  |
|--|--|
| <p><b>O.1) Rendements/ha</b> : la prolongation de leur augmentation est désormais <b>limitée</b> par :</p> <p>a) La raréfaction de l'eau<br/>           b) La remise en cause du développement des "pesticides, nitrates, OGM", ... etc.<br/>           c) Le renchérissement des matières premières nécessaires à la fabrication et à la mise en œuvre de ces mêmes "engrais, phytos", ... etc</p>  | <p><b>D.1)</b> Augmentation de la <b>population</b> mondiale (<i>vieille préoccupation...</i>)</p> <p><b>D.2)</b> Augmentation des <b>niveaux de vie</b> :<br/>           - Exemple 1 : "<i>La classe moyenne chinoise sera bientôt équivalente à la population européenne</i>" (Michel COSTES ***).<br/>           - Exemple 2 : Même en Afrique, la croissance moyenne dépasse 5 % par an, depuis 5 ans ...</p>  |
| <p><b>O.2) Surface agricole utile</b> : "<i>demeure quasiment stable</i>" selon Ph. CHALMIN *</p> <p>NB : C'est l'élément à vérifier prioritairement :</p> <p>➤ <b>Moyen terme</b> : la culture de nouvelles terres<br/>           - devrait être poussée par une flambée des prix...<br/>           - mais freinée par les problèmes des zones fragiles et surtout de la déforestation (<i>d'autant que le bois est, lui aussi, une matière première de plus en plus demandée ...</i>)<br/>           - ne peut-elle que <b>compenser</b> les surfaces perdues ?<br/>           Par : désertification + urbanisation + infrastructures + "<i>l'agriculture minière</i>" (celle "<i>où on épuise ce qu'il y avait avant</i>")</p> <p>➤ <b>Pour le long terme</b> : Ph. CHALMIN rappelle que "<i>les arbres ne montent pas jusqu'au ciel</i>"... Heureusement : il ne s'agirait plus de flambée de prix durable, mais de famine générale...</p>   | <p><b>D.3)</b> Evolution de la seule consommation de protéines <b>végétales</b> (<i>riz, manioc ...</i>) par des populations importantes, vers des protéines <b>animales</b> (<i>qui nécessitent 3 à 5 fois plus de superficie / Kg de nourriture</i>).</p> <p><b>D.4)</b> Développement de besoins <b>non alimentaires</b> (<i>bio-carburants, ...</i>)</p> <p><b>D.5)</b> Raréfaction des ressources de la <b>mer</b> (<i>poissons, crustacés, ...</i>)</p> <p><b>D.6) Total</b> (d'ici 2020?) : "<i>il conviendra de doubler la production agricole de la planète</i>" selon Philippe CHALMIN *</p> |
| <p><b>MARCHÉS</b> (Synthèse Production/Consommation) :</p>   |  |
| <p><b>M.1)</b> Il n'y aurait donc plus que les marges de productivité/ha pour faire face à une augmentation de la population ... <b>désormais multipliée</b> par la croissance du niveau de vie et un glissement de "grain et poisson" vers "viandes" (<i>consommatrices de surfaces</i>)</p> <p><b>M.2)</b> Pour <b>l'ensemble des matières premières</b>, (pétrole, minerais, métaux ...) : "<i>d'un indice global des prix de 100 début 2000, on passe à 264 aujourd'hui</i>" (Michel LOPEZ **)</p> <p><b>M.3)</b> Pour les <b>produits agricoles "à double fin"</b> (alimentation + énergie, comme colza, sucre, huile de palme) : il y a déjà eu flambée depuis 2 ans...</p> <p><b>M.4)</b> Pour les <b>autres produits agricoles</b> : "<i>ces marchés, qui commençaient à monter (depuis 2002) en sympathie avec le mouvement général des matières premières se sont brutalement retournés (du fait de l'extraordinaire année 2004 : jamais la terre n'avait autant produit). Le mouvement de hausse reprend seulement cette année 2006</i>" (Ph. CHALMIN *).</p> <p><b>M.5)</b> "<i>La probabilité d'une remontée forte des prix des matières premières agricoles existe</i>" (**)</p> <p><b>M.6)</b> Les avis semblent partagés sur l'éventualité d'un "contre-choc" (vers 2012 ?) Cela pouvant résulter d'une éventuelle "<i>grande découverte sur les OGM</i>" (?).</p> |  |

Pierre LECLERC, CEVISE au 15/12/2006,

**Sources** : Table-ronde organisée le 22/09/06 par **AGRA PRESSE** et **REUSSIR** sur "les matières premières".

\* **Philippe CHALMIN** est un économiste réputé, coordinateur du rapport annuel "CYCLOPE", spécialiste des marchés de matières premières, universitaire (et "libéral")

\*\* **Michel LOPEZ** est responsable de la filière "agro-aliment/grandes cultures" au CRÉDIT AGRICOLE.

\*\*\* **Michel COSTES** est un des dirigeants de "CHAMPAGNE CEREALES".

This document was created with Win2PDF available at <http://www.daneprairie.com>.  
The unregistered version of Win2PDF is for evaluation or non-commercial use only.